qu'ils avaient endurées pendant plusieurs années, et surtout en considération des promesses solennelles de paix faites par les révolutionnaires à la nation mexicaine et aux gouvernements étrangers.

Comme nous venons de le dire, la Constitution avait été promulguée solennellement à Querétaro. C'est aussi à Querétaro que les évêques publièrent leur protestation collective le 24 février. Dans ce document digne, calme et ferme, ils font d'abord observer que, pour éviter tout nouveau prétexte de persécution, ils ne se prononcent point sur la validité de la Constitution, votée seulement par l'un des groupes politiques et sans les conditions requises, sous peine de nullité, pour tout changement de la Constitution antérieure. Tout en réservant pour eux et leurs fidèles tous leurs droits de citoyens catholiques malgré leur soumission passive, conformément aux déclarations pontificales, ils se bornent, en vertu de leurs devoirs sacrés, à protester contre la violation des droits de l'Eglise et de la liberté religieuse. Les attentats à la religion ne sont pas tous formulés catégoriquement dans la Constitution de Querétaro. Quelques-uns se déduisent de la lettre B de l'art. X, en rapport avec l'alinéa 3e de l'art. Y! selon la coutume de phraséologie hypocrite des sectaires.

Nous ne donnerons donc, dans les numéros qui suivent, que le résumé sommaire des iniquités inscrites dans le Pacte fondamental:

1o Abolition de toutes les Congrégations monastiques, quels que soient leur dénomination ou leur objet.

2o Confiscation de tous les biens, propriétés foncières ou capitaux, des associations appelées églises, soit qu'elles s'administrent par elles-mêmes ou par personne interposée. La loi admet contre elles la dénonciation sur simple présomption, sans recours aux tribunaux ordinaires.

3o Les églises destinées au culte public sont propriété de la nation. Le gouvernement détermine celles qui restent affectées à leur objet.

4o Les évêchés, les presbytères, les séminaires, les collèges des associations religieuses, les couvents ou tout autre édifice construit ou destiné à l'enseignement religieux, passent de plein droit au domaine de la nation pour être destinés exclusivement aux services publics de l'Etat.

5o Il appartient aux pouvoirs fédéraux d'exercer, en matière de culte religieux et de discipline extérieure, toute intervention déterminée par les lois.

6o Le mariage est un *contrat civil* (définition dogmatique voulue par les sectaires). Il relève, ainsi que les autres actes de l'état civil, de la compétence exclusive des fonctionnaires et des autorités civiles.